

## COLLECTIF INTERSYNDICAL ANTI-RGPP de Moselle

(CGT, FSU et Solidaires Moselle, UNSA de la DDJS et CFDT Equipement)

### LA RGPP ON N'EN VEUT VRAIMENT PAS

Dans notre vieille démocratie, berceau de la déclaration des droits de l'Homme, il faut toujours autant manifester pour être écouté. Preuve en est continuellement par les réformes qui sont contestées par tous sauf le patronat. Dans la Fonction Publique la grande réforme c'est la RGPP

La RGPP c'est quoi ?

**Avec la Révision Générale des Politiques Publiques**, l'Etat modifie son implantation locale, réorganise ses services, délocalise ses personnels. Ainsi délocaliser pour de simples affichages arithmétiques à Metz des personnels de l'INSEE ne peut en aucun cas compenser des départs de personnels civils et militaires de la Défense. L'Etat abandonne ses missions, ferme des services publics, transfère aux collectivités locales (impôts locaux) les missions ou les privatise : c'est le « Déménagement du Territoire » ! L'Etat supprime des tribunaux, des maternités, des hôpitaux, des classes, des trésoreries, les bureaux de poste, et même des régiments. ... Il s'attaque à l'éducation et au droit à la santé pour tous. En fermant ou en affaiblissant l'ensemble des services publics, l'égalité d'accès et l'égalité de traitement des usagers sont gravement remis en cause.

**30 600 suppressions d'emplois** de fonctionnaires sont prévues au budget 2009 : moins de fonctionnaires, c'est moins de Services Publics : en 5 ans, ce sont plus de 87 500 postes qui ont été supprimés et 160 000 autres le seront d'ici 2012 dans les projets actuels. Ce sont autant d'emplois en moins pour les jeunes arrivant sur le marché du travail !

Le gouvernement veut aller très vite et passer en force. En cela, il ignore totalement ceux qui seraient chargés de la mise en place de cette réforme : les personnels. Les préfets doivent concevoir en un temps record des restructurations, des rapprochements ou des fusions insensés entre des services (exemple : le développement du sport et la gestion sociale du logement). L'utilisateur n'y retrouvera plus ses services publics.

La casse de l'emploi public va de pair avec la casse du statut. Or, le statut donne des droits et devoirs aux agents publics, mais il donne également des garanties aux usagers et aux citoyens : garanties de probité, d'indépendance et d'égalité de traitement. Dans un contexte de crise financière internationale, de « remontée » du chômage et de creusement des inégalités sociales et économiques, les services publics constituent des outils modernes de cohésion sociale, de prévention et de correction de ces inégalités. Plus que jamais, leur rôle et leur utilité doivent être développés pour l'intérêt général.

**QUAND ON VOIT LES RAVAGES DE L'ULTRALIBERALISME CE  
N'EST PAS LE MOMENT DE DETRUIRE L'EMPLOI PUBLIC ET  
L'ACTION DE L'ETAT ET CA IL FAUDRA BIEN QUE LE  
GOUVERNEMENT L'ENTENDE**